

● Et je me suis gardé le meilleur pour la fin. Un scandale de 19 millions d'euros que se sont embourbées ici, depuis La Réunion, quelques boîtes d'informatique dont la plus célèbre d'entre elles, métropolitaine, cela va de soi, Cap Gemini. Vous avez deviné, je vais vous causer OISS, Oh Hisse pour les intimes. Rappel rapide des faits.

● Avez-vous entendu parler du projet Sirhen, autrement dit le projet informatique des ressources humaines de l'Éducation nationale ? C'est un bidule qui a coûté 300 millions d'euros, qui ne marche toujours pas. Ce sont les magistrats de la Cour des Comptes qui ont levé le lièvre en 2008 et c'est

Cap Gemini, grosse boîte informatique métropolitaine, qui se retrouve sous la gouttière. Le fait que le taulier de la boutique soit un proche du Parti socialiste explique surtout cela.

● Le PS est encore au pouvoir lorsque Paris décide de monter OISS, cette Big Data santé. Dans un département où l'alcool, le zama, le tabac, le diabète, les maladies rénales et cardiaques font des ravages Madame la Baronne Chantal de Singly, à l'époque directrice de l'ARS, s'embourbe 19 millions d'euros pour lancer ce machin informatique. On nous dit que ce projet est monté par le nimbus de l'ARS, Denis Lerat. Je pense plutôt que c'est Cap Gemini qui le mouline seul. Que c'est Cap Gemini qui est à l'origine de ce projet, que la magouille se situe à ce niveau. Ce n'est pas par hasard si cette grosse boutique se retrouve une fois encore sous la gouttière de l'argent public. 19 millions

qui vont disparaître dans la nature dans un projet foireux qui ne verra jamais le jour...

● Muni de son pactole de 19 millions, la Baronne directrice de l'ARS fait localement le tour du propriétaire, démarche tous les acteurs de santé, obtient des courriers dithyrambiques, dont celui de l'Aurur, de Marie-Rose. Orange Réunion, Prudence Créole, Générali, l'association réunionnaise des professionnels des TIC aussi...

● Le dossier qui a servi à remporter le gros lot fait état de l'unanimité des professionnels de santé. Que ce big data va permettre d'intercon-

necter tous les professionnels de santé, de rassembler les données de milliers de patients, de faire travailler ensemble tous les acteurs, de permettre à la CGSS de faire des économies.

● Sauf que les acteurs locaux, les professionnels de santé, les médecins, sont méfiants et n'adhèrent pas au projet. Sous couvert d'éthique, ils ont surtout la trouille que les concurrents piquent leurs patients. Qui peut croire aussi que La Réunion qui connaît hélas un taux de précarité et d'illettrisme important va se connecter à Ma Santé.re. À l'exception des Parisiens et des informaticiens alimen-

taires, personne. C'est un fiasco. 75 toubibs et 135 patients sont connectés à un bidule de 19 millions. Avouez que ça fait chérot la connexion.

● L'ARS a entre-temps confié le bébé à Tésis, une ruche, qui fait du vent, dans laquelle pulule toute une armada d'informaticiens, logés dans des locaux somptueux, dotés de matériel dernier cri. Les notes de frais s'envolent, les billets d'avion aussi.

C'est la belle vie. Le big Boss de la boutique, Antoine Lerat adepte de la « hiérarchie horizontale » mais oui, se goinfre en compagnie d'entreprises privées dont Cap Gemini cela va de soi.

● La Baronne quitte le caillou, rejoint le cabinet de Flessel et assure la présidence du conseil d'administration de l'ANAP, l'Agence Nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux. Vous avez le droit de rire d'autant que ce machin ne sert à rien d'autre qu'à héberger des barons issus de ministères, qui ne voient jamais ni un patient, ni un toubib, même pas un gestionnaire d'établissements de santé. Son altesse François Maury dit le Duc, sa clique, Bertrand Parent, la mèche rebelle, assument la patate chaude.

● Passe il y a peu la ministre de la Santé sur le caillou. Monsieur le Duc François annonce des tremolos dans le gosier qu'OISS est quasi terminé. Mais qu'il n'y a plus d'argent... Il est donc urgent de trouver « un modèle économique pérenne pour que le projet perdure ». Traduisez 5,8 millions d'euros par an. Sachant que la CGSS, les médecins, les compagnies d'assurances, les mutuelles, les infirmiers... n'ont pas franchement l'intention de passer à la caisse, le projet va lentement crever. Ce qui explique le silence assourdissant de l'ARS qui aimerait bien ne pas avoir un jour à répondre à cette question. Et alors, le pognon, les 19 millions où sont-ils passés, et OISS on en fait quoi ?

● Peut-être la baronne de Singly a-t-elle la réponse qui écrivait dans un courrier daté du 24 février 2014 : « Assurer la soutenabilité économique du projet au-delà de sa phase d'expérimentation »... C'est le moment ou jamais baronne...

● Reste que sur le plan judiciaire j'en connais, de sérieux clients, qui commencent à fréquenter leurs avocats vu que les financements publics injectés, qualifiés d'aides d'État, pourraient être illégaux car non autorisés par Bruxelles... Itou de la DG de la concurrence qui pourrait entrer dans le bal vu le maillage constitué entre opérateurs privés en complicité avec l'État qui leur aurait permis d'éliminer la concurrence et de rafler la mise.

● D'autant que la Cour des Comptes aurait quelques raisons de s'intéresser aux 19 millions d'argent public disparus sur le front de l'informatique dépensés par des satellites publics sans aucune autonomie de gestion et de décision. Il ne serait pas inutile que le taulier du Commissariat aux Investissements déboule sur le caillou histoire de faire la lumière sur ce projet foireux de 19 millions d'euros...